

Éte 2021

PALESTINE INFO



**Relations arabo-israéliennes • Manifestations en Israël
Surveillance en ligne • Liberté d'expression**

Edito

Au milieu de la production finale, les événements dans la région ont débordé: L'intensification des expulsions forcées à Jérusalem-Est, l'utilisation de balles en caoutchouc contre les personnes priant sur le Haram al-Sharif et l'entrée violente de la police israélienne dans le Dôme du Rocher et la mosquée Al-Aqsa; les roquettes de Gaza après l'expiration de l'ultimatum du Hamas; les foules juives d'extrême droite dans les rues des quartiers arabes des villes en Israël; la reprise des bombardements de la population civile sans défense de Gaza et la répression massive des manifestant·e·s palestinien·ne·s en Israël et dans le territoire occupé. Ces événements démontrent une fois de plus l'urgence de faire pression pour surmonter la discrimination structurelle dont sont victimes les Palestiniens·ne·s.

Tout au contraire, le Conseil fédéral suisse a récemment annoncé qu'il avait modernisé l'accord commercial agricole (ALE) de 1992 avec Israël. Cependant, la Suisse n'est pas le seul pays à intensifier ses relations avec Israël. Dans ce numéro, nous vous invitons à un voyage à travers les Etats arabes environnants pour montrer comment ils sont liés à Israël et comment ces relations ont évolué au fil du temps.

Israël lui-même continue d'être dans une situation de blocage politique. La formation d'un gouvernement s'avère extrêmement difficile. Nous montrons (page 15) combien il est difficile pour l'opposition d'exercer ses droits politiques légitimes et d'être entendue.

Les activistes palestinien·ne·s s'exprimant dans les médias sociaux doivent également lutter contre la criminalisation de leurs activités. Les autorités tant palestiniennes qu'israéliennes profitent de la situation de Corona pour renforcer la surveillance. Plus d'informations à la page 17.

Nous vous souhaitons une bonne lecture et attendons vos réactions et vos dons sur notre compte postal 40-756856-2.

Couverture: Gaza, Michael Greub

Brèves

Compilées par la rédaction

La Fédération internationale des journalistes intervient auprès de l'ONU

La fédération a déposé une plainte contre la violence exercée par Israël envers des journalistes palestinien·ne·s. L'année passée, la fédération palestinienne des médias a enregistré 760 infractions contre des journalistes. Elle a documenté aussi bien des agressions et des homicides commis par l'armée israélienne, que des pratiques structurelles. Il serait à présent temps d'agir, a-t-on exigé des deux rapporteurs spéciaux sur la liberté d'expression et les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires. tinyurl.com/y53xuuos

L'identification faciale pourrait faciliter le passage aux points de contrôle

Grâce à l'enregistrement de caractéristiques faciales, les Palestiniens·ne·s pourront bientôt traverser plus rapidement les points de contrôle. L'utilisation du logiciel d'identification est toutefois controversée, parce qu'il permet un contrôle total de la population palestinienne et que les données peuvent aussi être facilement utilisées à des fins militaires. Dans différentes villes des États-Unis, l'emploi de telles technologies a été interdit afin de préserver la protection des données.

tinyurl.com/y3o3q3zb

Collaboratrices et collaborateurs de l'ONU interdit·e·s d'entrée sur le territoire

Mi-octobre, Israël a bloqué l'entrée de 9 sur 12 collaborateurs et collaboratrices de l'OHCHR (Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights). Israël poursuit ainsi sa politique d'octroi des visas, en limitant ce dernier à celles et à ceux qui ne critiquent pas sa politique à l'égard de la Palestine.

tinyurl.com/y66nwbus

Nouvelle stratégie MENA de la Confédération

La Confédération a fixé les objectifs de la politique extérieure dans la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord), de 2021 à 2024. La Suisse contribue «à trouver une solution politique [...]». Par ailleurs, la Suisse se mobilise en faveur des nouvelles générations en encourageant le développement de la formation professionnelle et en favorisant, ce faisant, leur accès au marché du travail. Avec Israël, l'un des pays les plus innovants de la planète, la Suisse développe des partenariats, notamment dans le domaine des technologies financières et médicales.» Dans le domaine de la cyber-sécurité, la collaboration sera intensifiée. En même temps, la coopération en matière d'armement sera également développée. La première série de drones que la Suisse a commandé auprès de l'entreprise israélienne Elbit Systems sera probablement livrée en été. Malgré des coûts supplémentaires et un processus de livraison douteux, la Suisse commandera également un équipement radio auprès de cette même entreprise. À l'avenir aussi, la Suisse semble rester intéressante pour l'entreprise Elbit Systems. En effet, cette dernière a ouvert une succursale locale à Berne, en coopération avec Ruag.

tinyurl.com/y685eshq et tinyurl.com/y6a4wwpn

Les nouveau-nés palestinien·ne·s n'existent pas en Israël

En mai 2020, les Autorités palestiniennes ont suspendu la collaboration avec Israël, après le dévoilement public de ses plans d'annexion de la Cisjordanie. Les plus de 35 000 enfants palestiniens nés depuis sont enregistrés auprès de leurs propres autorités, mais pas en Israël. Ils et elles ne peuvent donc pas quitter le territoire, Israël contrôlant l'enregistrement de tous

les habitant-e-s, depuis 1967. tinyurl.com/yynye9qu

Jerusalem Post a utilisé de l'argent public pour imprimer une brochure anti-BDS

Unmasking BDS est le nom de la brochure qui était annexée au journal, en juin 2019. Des collaborateurs et collaboratrices des autorités israéliennes ainsi que des voix internationales pour délégitimer la campagne BDS s'y exprimaient. Il s'est avéré que la publication de cette brochure avait été mandatée par l'État et que le journal a reçu un soutien financier en contrepartie. tinyurl.com/y6dbk3wj

Constructions illégales légalisées après coup

Dans le quartier Isawyiha, à Jérusalem Est, il pourrait bientôt être possible de faire enregistrer des constructions illégales. Le nouveau plan de développement du gouvernement de Jérusalem pour le quartier prévoit un mécanisme de légalisation de presque toutes constructions. Comme partout dans le Territoire occupé, les Palestinien-ne-s n'obtiennent pas d'autorisation de construire et n'ont pas d'autre choix que de construire illégalement. Le plan maintenant publié inclurait les bâtiments existants. Mais les habitant-e-s regrettent que le plan ne prévoit pas de surfaces supplémentaires pour la construction et ne soit donc pas orienté à l'avenir.

tinyurl.com/yxqxqbd5

L'Azerbaïdjan reçoit des armes d'Israël

Ce pays importe environ 60% de ses armes d'Israël et fait moderniser d'anciens tanks soviétiques par des entreprises d'armement israéliennes. En échange, l'Azerbaïdjan livre du pétrole à Israël, qui en a besoin pour sa propre sécurité énergétique. Les «drones suicides» sont des drones de taille relativement petite, de type «Harop» et qui volent de manière autonome. Ils sont produits par l'entreprise IAI et sont particulièrement dévastateurs pour



Ecole de l'ONU dans un camp de réfugiés près de Bethléem, Jenny Bolliger

l'Arménie. Ces Harops sont appelés drones suicides parce qu'il est possible d'y ajouter un explosif, qui n'est pas largué, comme c'est le cas des drones communs. En effet, ces drones foncent dans des cibles choisies pour y exploser tout entiers. Ainsi, la défense aérienne ennemie est pratiquement dans l'incapacité de les intercepter.

tinyurl.com/y582b89t

Des décennies de coopération étroite entre le Fonds national juif et l'organisation de colons Elad

La maison de la famille Soumarin, située à proximité de la mosquée Al-Aqsa, qui partage une barrière avec la ville de David, site archéologique et attraction touristique israélienne, a fait l'objet d'un litige juridique d'évacuation, depuis le début des années 90. Le Fonds national juif (JNF) était derrière ce litige. La maison des Soumarin a été déclarée «propriété de personnes absentes» en 1987 et vendue en 1990 à Hemnutah, par les autorités de développement israéliennes. Hemnutah a ensuite déposé une plainte d'évacuation contre la famille Soumarin, qui se bat depuis 30 ans pour rester dans sa maison. Récemment, le litige autour de la maison a révélé une histoire allant encore plus loin. En août, il a été montré que, derrière les coulisses, Elad, une organisation qui s'enga-

ge pour la colonisation israélienne à Jérusalem-Est, fait avancer le cas devant les tribunaux israéliens, derrière les coulisses. tinyurl.com/y6kd3jqh

L'organisation des droits humains B'tselem désigne Israël comme un régime d'apartheid

Dans un nouveau rapport sur «l'hégémonie juive entre la mer Méditerranée et le Jourdain», l'organisation désigne le régime israélien comme un régime d'apartheid. On ne peut plus, selon B'tselem, considérer qu'il y a deux structures politiques parallèles, qui seraient la démocratie en Israël et l'occupation militaire temporaire du territoire occupé depuis 1967. Les développements des 50 dernières années, soit l'extension des colonies et l'annexion de Jérusalem comme capitale, mènent à la conclusion qu'un seul régime règne dans tous les territoires afin de faire avancer l'oppression des Palestinien-ne-s par la population juive. La publication a immédiatement conduit le Ministre de l'Éducation israélien à interdire aux personnes qui désignent Israël comme régime d'apartheid d'intervenir dans les écoles. En effet, le directeur de B'tselem avait été invité à un webinaire...

tinyurl.com/yxdzqoh2 et tinyurl.com/yyyywr5u4

Avraham Burg demande à quitter le peuple juif

Le sioniste, auteur et ancien porte-parole de la Knesset, Avraham Burg, a récemment demandé au Ministère de l'Intérieur que ce dernier supprime son enregistrement en tant que juif. Il a expliqué ne plus se sentir appartenir au collectif juif et donc ne plus faire partie de la puissance d'occupation. Cette action se réfère à la loi sur l'État-nation, qui a été introduite par Israël en 2018 et qui détermine la vie juive comme culture d'État. Les citoyen-ne-s non juifs, ainsi que leur culture et leur langue sont considérés comme de deuxième classe et le développement des colonies est défini comme intérêt juif important. tinyurl.com/y2gkqb6t

Le téléphérique de Jérusalem

Prévu par le gouvernement, le téléphérique pour se rendre au mur des lamentations, prévu par le gouvernement, devait être inauguré en 2021. Toutefois, fin 2019, des architectes, des archéologues et d'autres intellectuel-le-s israélien-ne-s ont déposé une plainte auprès de la Cour suprême. Ils ont invoqué des réserves écologiques, mais aussi le fait que des Palestinien-ne-s devraient être expropriés de leurs terres pour la construction. Bien que la Cour n'ait pas encore pris de décision, il est à présent connu que les autorités israéliennes ont déjà pris les premières mesures pour la construction du téléphérique. tinyurl.com/y2mrv855

Programme israélien de vaccination contre le Covid-19 discriminatoire

Remarqué internationalement, hautement loué et efficace: le programme de vaccination d'Israël est très avancé et une grande partie de la population est déjà été immunisée. Mais qui est considéré comme faisant partie de cette population? La répartition inégale n'est pas seulement un problème global; en Israël aussi, le vaccin est attribué de manière sélectionnée. Ainsi, dans le Territoire occupé, les habitant-e-s

des colonies ont été vacciné-e-s tandis que la population palestinienne a longtemps été laissée pour compte. Amnesty International, par exemple, argumente qu'en sa qualité de puissance d'occupation, Israël a l'obligation de garantir que les habitant-e-s du Territoire occupé aient aussi accès au vaccin. Les services officiels israéliens, quant à eux, se réfèrent aux Accords d'Oslo, qui règlent entre autres le système de la santé. Ce dernier serait donc, selon eux, uniquement du ressort des Autorités palestiniennes. tinyurl.com/y3vbyxc

Nouvelle définition de l'antisémitisme

La définition de l'antisémitisme de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA), propagée par le gouvernement israélien et les cercles pro-israéliens, est réputé avoir servi d'outil idéologique visant à supprimer les critiques du régime d'apartheid d'Israël. Aujourd'hui, avec la Déclaration de Jérusalem sur l'antisémitisme, une alternative explicite à la définition de l'IHRA a été publiée. Il a été signé par environ 150 universitaires de renommée internationale travaillant dans la recherche sur l'antisémitisme et des domaines connexes. Elle vise à établir des normes uniformes permettant d'identifier et de combattre les incidents antisémites, et fait sciemment la distinction entre l'antisémitisme et la critique de l'État d'Israël ou l'antisionisme. Mais même la nouvelle définition n'est pas exempte de critiques: La partie palestinienne souligne que la déclaration de Jérusalem se concentre également sur le contexte israélo-palestinien et qu'elle «renforce donc également les tentatives de coupler le racisme anti-juif avec la lutte pour la libération palestinienne».

jerusalemdeclaration.org et tinyurl.com/mjk49xvu

Près de 50 zones sans apartheid à Genève

À l'occasion de la Journée internationale contre le racisme 2021,

près de 45 organisations, institutions culturelles et entreprises telles que des bars, des librairies et des boulangeries de Genève se sont déclarées zones sans apartheid. Ce faisant, ils envoient un signal de solidarité avec les Palestinien-ne-s et refusent toute collaboration avec le régime d'apartheid israélien. Depuis le lancement public de la campagne, d'autres organisations de soutien ont rejoint la campagne. Une liste complète et une carte de toutes les zones sans apartheid se trouvent sur le site de la campagne, y compris le bureau des sections genevoises d'Unia et du vpod/ssp ainsi que le collectif local de la grève du climat.

apartheidfree.ch



La librairie Albatros est l'une des quelque cinquante zones sans apartheid de Genève.

«Il n'est guère question de paix»

Jonas Hinck

Une analyse de la normalisation des relations entre Israël, les Émirats arabes unis (EAU) et Bahreïn dans leur contexte historique.



Sur le mur d'apartheid près de Bethléem, Jenny Bolliger

En octobre 2020, plusieurs médias israéliens ont rapporté à l'unisson la rencontre qui a eu lieu en Arabie saoudite entre le Premier ministre Benjamin Netanyahu et le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane, qui se sont entretenus au sujet de la situation politique future. Les Saoudiens ont immédiatement démenti ces nouvelles, cependant que Benjamin Netanyahu ne s'est pas prononcé sur la question.¹ Cette anecdote a mis en lumière deux choses : la première est que – secret plus ou moins bien gardé – les États arabes entretenaient depuis quelque temps déjà des relations bilatérales officielles avec Israël. La seconde est que ces relations sont, de plus en plus, de notoriété publique. C'est la conséquence, entre autres, de la normalisation récemment instaurée dans des relations diplomatiques entre les Émirats arabes unis (EAU), Bahreïn et Israël. Mais commençons par une brève

rétrospective des relations entre les États arabes et Israël au cours des dernières décennies : officiellement, les États arabes tentent depuis longtemps de coordonner leur politique à l'égard d'Israël au sein de la Ligue arabe. L'initiative de paix arabe, adoptée sous la houlette de l'Arabie saoudite, a été déterminante pour la position des pays arabes à l'égard d'Israël au cours des 20 dernières années. C'est sur cette base que les États de la Ligue arabe proposent à Israël une normalisation des relations, et aux conditions suivantes : un retrait d'Israël aux frontières d'avant 1967, la reconnaissance de Jérusalem-Est comme capitale d'un État palestinien indépendant, et la résolution de la question des réfugiés selon la résolution 194 des Nations unies. Élaborée en 2002, l'initiative de paix arabe doit être comprise comme une déclaration d'intention et une ligne directrice pour les relations futures entre les

États ; elle est considérée comme la base de la position officielle des États arabes vis-à-vis d'Israël. Grâce à l'initiative de paix lancée par le prince Abdallah, à l'époque héritier du trône saoudien, la « Terre contre la paix » a été adoptée comme position arabe officielle commune sur la question palestinienne.²

L'initiative de paix arabe

L'initiative était également conçue en premier lieu pour la communauté internationale, et plus particulièrement pour les États-Unis. L'Arabie saoudite avait subi une forte pression politique à la suite des attentats du 11 septembre ; et comme nombre des auteurs des attentats étaient des ressortissants saoudiens, la concession sur la question palestinienne a été faite dans l'espoir d'un rapprochement avec les États-Unis. En outre, le monde arabe était sous le coup des terribles images de la deuxième Intifada, contre laquelle les forces d'occupation israéliennes ont agi impitoyablement. Dans les États arabes, la colère provoquée par les actions des Israéliens bouillonnait. Les autocrates au pouvoir dans ces pays craignaient que leur régime ne soit balayé par la fureur de la rue. Cette initiative poursuivait donc tant des objectifs de politique étrangère que de politique intérieure. Mais jamais auparavant les États arabes n'étaient allés jusqu'à évoquer l'éventualité d'une reconnaissance de l'État d'Israël.

Si, à l'époque, les observateurs internationaux ont salué cette initiative comme la proposition de cession la plus ambitieuse depuis la fondation de l'État, Israël a réagi par une apathie indifférente et les cercles conservateurs l'ont même balayé du revers de la main. Benjamin Netanyahu, Premier ministre depuis 2009, a parlé d'un ultimatum inacceptable. L'administration américaine de George W. Bush à l'époque avait également d'autres priorités et n'a pas donné suite à l'initiative.³

¹ Frankfurter Allgemeine Zeitung 23.11.2020, tinyurl.com/45ak9r3u.

² Birk, Michaela et Bawai, Ahmed : Meaning and Change in the Arab Peace Initiative, tinyurl.com/humdbu4w.

Dans le monde arabe, cependant, l'initiative de paix a mis en lumière une nouvelle donne dans les rapports de force. Les anciennes puissances régionales telles que l'Égypte et l'Irak ont perdu de leur stature, au profit de l'Arabie saoudite, désormais érigée en plus grande puissance arabe de la région. Le facteur décisif a été l'augmentation des revenus pétroliers dans les années 2000. L'Arabie saoudite est devenue non seulement la plus importante puissance régionale, mais aussi le principal allié des États-Unis dans la région, l'administration

Soudan

1956

Début de réunions secrètes entre des responsables israéliens, tels que l'agent de renseignement israélien Josh Palmon et le diplomate israélien Mordecai Gazit, et des membres du parti soudanais Ummah. Les deux parties conviennent de coopérer sur des projets anti-égyptiens et concernant le soutien israélien à l'industrie cotonnière soudanaise.

1957

L'apogée des négociations entre le Soudan et Israël lors d'une rencontre entre le Premier ministre soudanais Abdullah Khalil et la ministre israélienne des Affaires étrangères Golda Meir à l'hôtel Plaza Athénée à Paris.

1983

Rencontre entre le président soudanais de l'époque Jafar an-Numairi et le ministre israélien de la Défense Ariel Sharon à Nairobi, Kenya, pour discuter d'un pont aérien pour les juifs éthiopiens, les Falashas, pont à établir via Khartoum vers Israël.

2016

Le ministre soudanais des Affaires étrangères Ibrahim Ghandour propose des relations diplomatiques avec Israël afin d'obtenir la levée des sanctions économiques américaines contre le Soudan.

2020

Rencontre entre Abdel Fattah al-Burhan, le commandant militaire soudanais, et le Premier ministre Benjamin Netanyahu en Ouganda.

Bush se concentrant surtout sur les guerres en Irak et en Afghanistan. Ce qui a sonné le glas de l'initiative de paix arabe, et la question palestinienne fut reléguée à l'arrière-plan.⁴ La situation a changé en 2006, lorsqu'Israël a mené une guerre contre la milice chiite du Hezbollah au Liban. Compte tenu du nombre élevé de victimes civiles et de l'assassinat de plusieurs observateurs et observatrices des Nations unies, Israël a fait l'objet de vives critiques internationales. L'attaque a pris fin au bout de 34 jours, sous l'effet d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies et d'un renforcement de la présence des Casques bleus. Les États du Golfe, à commencer par l'Arabie saoudite, étaient très préoccupés par le soutien au Hezbollah chiite parmi leurs propres populations. À cela s'ajoutait leur crainte de voir l'Iran renforcer sa position dans la région. En effet, l'Arabie saoudite et l'Iran sont devenus des adversaires régionaux. La crainte du renforcement, d'un « axe chiite » (Iran, Syrie, Hezbollah) a conduit les États du Golfe, sous la direction de l'Arabie saoudite, à intensifier en coulisses les relations avec Israël. Ce dernier considère également l'Iran comme un adversaire dangereux en raison de sa rhétorique hostile et de son soutien au Hezbollah. Par conséquent, des relations officieuses ont été établies entre Israël et certains États arabes dans le domaine de la coopération en matière de sécurité. Les services secrets respectifs ont commencé à échanger des informations, les premiers accords économiques ont été conclus dans le domaine des technologies de renseignement et une coordination de la politique de sécurité à l'égard de l'Iran a été mise en place.⁵

Formellement, les rapports entre les États arabes et Israël avaient été mis en veilleuse, car Israël n'avait pas réagi à l'initiative de paix arabe. Dans les faits, la coordination officieuse, notamment sous la forme d'échanges sur les questions de sécurité, a pris de l'ampleur à la faveur

de l'hostilité mutuelle envers l'Iran. Cela a préparé le terrain pour une normalisation progressive des relations avec Israël.

L'Iran diabolisé

Deux élections, dans les années 2010, se sont révélées cruciales pour les relations arabo-israéliennes. La première est, en 2008, l'élection au titre de président des États-Unis d'Amérique de Barack Obama, qui a entamé un lent processus de rapprochement avec l'Iran – processus qui a culminé en 2015 avec l'accord nucléaire avec l'Iran et la levée des sanctions contre le régime de Téhéran qui s'est ensuivie. La seconde – et la plus importante – est l'élection de Benyamin Netanyahu à la tête du gouvernement israélien en 2009, qui a porté le coup de grâce à l'initiative de paix arabe, en fait déjà rejetée par les gouvernements précédents, car il était hors de question pour eux de plier à ses exigences. Cependant, leur tactique du silence leur permettait de poursuivre leur politique de colonisation et leurs intérêts opposés, sans que l'on puisse leur faire grief d'entraver la paix. Soutenu par les milieux de droite et national-religieux, Netanyahu a publiquement rejeté l'initiative pour des raisons idéologiques, un choix qui a été applaudi.

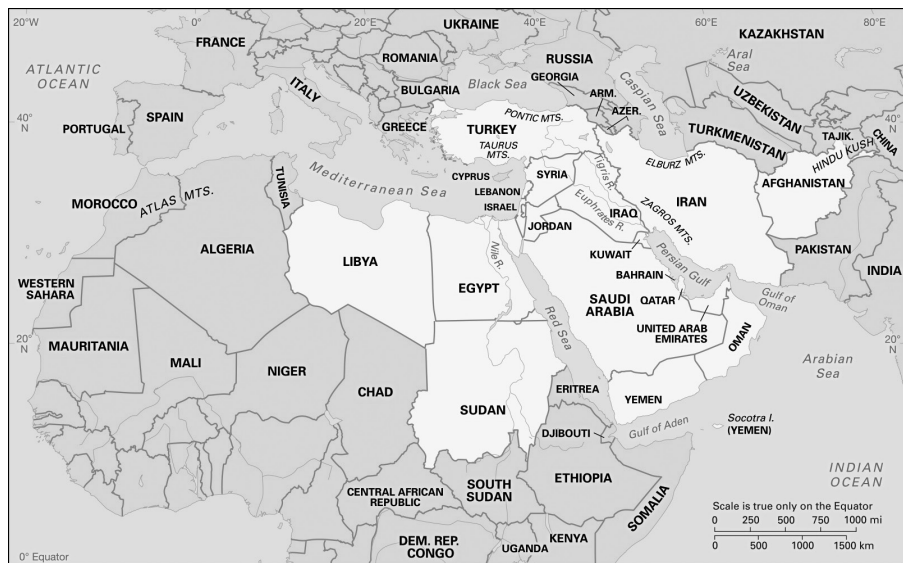
Partant de la Tunisie, la rébellion arabe (ou Printemps arabe) qui a éclaté en 2011 a non seulement amené les populations de nombreux pays du monde arabe à manifester dans la rue pour réclamer plus de démocratie : elle a également influencé les relations entre les États arabes et Israël. Des protestations – de la part de la minorité chiite – ont eu lieu également dans les États du Golfe, en Arabie saoudite notamment, mais celles-ci ont été réprimées avec une dureté impitoyable.

³ Dajani Daoudi, Mohammed: The arab peace initiative. Lost in translation. CrossCurrents. Vol. 59, 04/2009 p. 532 et suiv.

⁴ Belkaid, Akram: Neuer Beziehungsstatus. In: Le Monde diplomatique, décembre 2020.

⁵ Birk und Bawai, a.a.O. und Coates Ulrichsen, Kristian: Israel and the Arab Gulf States Drivers and Directions of Change. 2016 The James A. Baker III Institute for Public Policy of Rice University.

En conséquence, les mouvements favorables aux Frères musulmans ont gagné en force un peu partout – jusqu’à remporter les élections en Égypte, après la chute de Moubarak. Redoutant la déstabilisation de leurs régimes, les États autocratiques du Golfe ont étendu leur lutte contre les Frères musulmans à l’étranger, croisant le fer avec l’Iran pour assurer leur suprématie. La politique de rapprochement d’Obama avec l’Iran n’était donc pas vue d’un bon œil par les pays du Golfe. L’Égypte, à son tour, a rejeté la politique d’Obama au Moyen-Orient après l’arrivée au pouvoir des militaires. L’Iran et les Frères musulmans refusent de reconnaître l’État d’Israël et remettent en question les plans et traités antérieurs, tels que l’initiative de paix arabe, raison pour laquelle le gouvernement israélien s’est aussi préoccupé des événements dans la région. Ainsi, des États comme l’Arabie saoudite, l’Égypte après le coup d’État militaire, les Émirats arabes unis et Bahreïn se sont soudainement mis, à l’instar d’Israël, à diaboliser l’Iran, ce qui les a conduits à renforcer encore la coopération sur le plan de la défense et du renseignement. Le rejet de la politique étrangère d’Obama a également fait l’unanimité, non seulement en ce qui concerne l’Iran, mais aussi en raison du soutien aux protestations dans le monde arabe. Le chef de la télévision étatique saoudienne Al-Arabiya a écrit en 2015: « Monsieur le Président Obama, écoutez ce que dit Netanyahu sur l’Iran. Le Premier ministre israélien a vu juste lorsqu’il a déclaré que les pays du Moyen-Orient s’effondrent et que le vide est comblé par des organisations terroristes, soutenues pour la plupart par l’Iran. [...] En quelques mots, Netanyahu a réussi à résumer avec précision un danger aigu, non seulement pour Israël (ce qui est bien évidemment ce qui le préoccupe), mais aussi pour les autres alliés des États-Unis dans la région. [...] Absurdement, cependant, alors que c’est peut-être la seule chose qui rapproche les Arabes et



Afrique du Nord et Moyen-Orient

les Israéliens (puisque’elle les menace de la même manière), le président Obama semble être le seul acteur à ne pas reconnaître le danger de la situation [...].»⁶

Les rapports entre Israël, les régimes autocratiques du Golfe et l’Égypte ont ainsi été soudés par l’ennemi commun : l’Iran. C’est sur la base de ce pragmatisme – l’ennemi de mon ennemi est mon ami – ainsi que du rejet fondamental des exigences de la démocratisation que s’est bâtie cette compréhension mutuelle. En effet, ni le gouvernement conservateur de Netanyahu, qui a toujours flirté avec les tendances autocratiques, ni les monarchies arabes du Golfe et les militaires en Égypte n’avaient et n’ont le moindre intérêt à ce que la région se démocratise davantage.

Intérêts commerciaux

C’est donc dans ce contexte qu’il faut considérer les prétendus traités de paix entre Israël, les EAU et le Bahreïn.

Les États-Unis jouent un double rôle dans ce domaine : d’une part, le « Deal du siècle » de Donald Trump a donné une impulsion aux efforts d’annexion israéliens. De l’autre, il y a aussi le retrait des États-Unis de la région, qui s’est amorcé sous Obama pour s’intensifier sous Trump. Israël et les États du Golfe ne peu-

vent plus compter, dans leur lutte pour le pouvoir face à l’Iran, sur le soutien inconditionnel des États-Unis dont le retrait leur fait craindre une déstabilisation dans la région.

À cela s’ajoute le poids économique des monarchies du Golfe, qui s’est énormément accru en ces deux dernières décennies. Tant Israël que ces monarchies sont tributaires du développement de nouvelles zones économiques : les États arabes cherchent à diversifier leurs économies et s’intéressent à l’industrie de haute technologie d’Israël. Israël, pour sa part, souhaite développer le commerce régional, qui était jusqu’à présent presque inexistant ; de plus, les États du Golfe représentent un énorme potentiel d’investissement financier pour l’économie israélienne. Au final, la coopération sécuritaire vis-à-vis de l’ennemi commun qu’est l’Iran pourrait être le facteur clé du rapprochement entre les EAU, Bahreïn et Israël. Mais tout cela n’a pas grand-chose à voir avec les intentions de paix. Aucun des pays mentionnés ne s’est révélé être un artisan de la paix dans la région ces dernières années : tous sont impliqués dans divers conflits et la normalisation est clairement dirigée contre l’Iran. D’où l’affirmation de Murielle Asseburg, de la

⁶ Abbas, Faysal: President Obama listen to Netanyahu on Iran. In: Al-Arabiya 20.05.2020 tinyurl.com/2k3ju6c9.

Stiftung Wissenschaft und Politik de Berlin: « [Dans cette normalisation] il n'est guère question de la paix. »⁷ Ce qui importe beaucoup plus, c'est que ces États forment une alliance contre l'Iran. En témoigne la vente d'avions de combat F35 des États-Unis aux Émirats arabes unis dans le cadre de la normalisation: par le

Maroc

1963

Le ministre marocain Mohammed Oufkir conclut un accord avec les Israéliens pour former des officiers du renseignement marocain.

1976

Rencontre secrète entre le roi Hassan II et Yitzhak Rabin au Maroc pour discuter d'une reprise des négociations égypto-israéliennes.

1977

Des pourparlers secrets ont lieu à Rabat entre le ministre israélien des Affaires étrangères, Moshe Dayan, et Hassan Tohamy, le conseiller égyptien à la sécurité nationale.

1986

Le Premier ministre israélien Shimon Peres se rend publiquement au Maroc. Peres confirme dans son autobiographie qu'il s'est rendu deux fois au Maroc avant de devenir chef du gouvernement. Une fois en 1976, pour discuter d'une crise dans les négociations égypto-israéliennes, et une fois en 1981 pour examiner la situation au Moyen-Orient.

1994

Le Maroc et Israël mettent en place des bureaux de liaison à Rabat et à Tel Aviv. Cela fait du Maroc le deuxième pays arabe à avoir des relations formelles avec Israël.

2000

Après le début de la deuxième Intifada, les bureaux de liaison entre les deux pays seront fermés. Cependant, les biens immobiliers sont restés la propriété des États respectifs.

2020

Réouverture des bureaux de liaison. Cela fait du Maroc le troisième pays arabe à établir des relations diplomatiques avec Israël en 2020.

passé, Israël, prouvant sa supériorité militaire dans la région, s'est toujours rigoureusement opposé à un tel armement des EAU. Une attitude qui a été abandonnée dès lors que l'Iran est reconnu comme étant un ennemi commun.

Quelques semaines plus tard, le Soudan et le Maroc ont également décidé de normaliser leurs relations avec Israël. Là encore, les motivations de cette démarche semblent être différentes: dans le contexte d'une transition démocratique incertaine, le gouvernement soudanais cherche, par le biais d'une normalisation, à être rayé de la liste noire américaine des « États soutenant le terrorisme » afin d'obtenir l'aide financière internationale. Quant au Maroc, la famille régnante a reçu des États-Unis la reconnaissance du Sahara occidental comme territoire marocain en guise de cadeau pour la normalisation.⁸

Ainsi, au lieu du prétexte mis officiellement en avant par les EAU selon lequel la normalisation visait à empêcher l'annexion de certaines parties de la Cisjordanie, la conclusion des prétendus traités de paix repose sur des développements historiques spécifiques et des intérêts politiques opportunistes qui convergent de plus en plus. Officiellement, cela représente une rupture avec la politique et l'orientation précédentes de l'initiative de paix arabe. Compte tenu de la coopération déjà existante, le dernier accord ne change toutefois pas grand-chose: il ne fait que révéler au grand jour les intérêts communs des États arabes du Golfe et d'Israël. Plutôt qu'un traité de paix, disons qu'il s'agit davantage d'une déclaration d'intention de mener un effort belliqueux concerté contre l'Iran.⁹

⁷ Murielle Asseburg et Guido Steinbeck, résumé du podcast de la Stiftung Wissenschaft und Politik: Annäherung Israel – Vereinigte Arabische Emirate. Palästinenser in der Abseitsfalle? SWP Podcast. P. 10. Oktober 2020.

⁸ Belkaid, Akram: Idylle entre les pays du Golfe et Israël In: Le Monde diplomatique, décembre 2020.

⁹ Vgl. Steinberg, Guido: Der neue Nahe Osten. Israel und die VAE besiegeln Schulterchluss gegen den Iran. Kurz gesagt der Stiftung Wissenschaft und Politik 15.09.2020, tinyurl.com/7z8zury3; Coates Ulrichsen, a.a.O., Ferziger, Jonathan und Bahgat, Gawdat: Israels growing ties with the Gulf Arab States. Atlantic Council Report 2020; SWP Podcast, a.a.O.

Divergences autour des accords d'Abraham

Trois questions à Alaa Tartir



La cérémonie de signature avec les ministres des affaires étrangères de Bahreïn (à gauche) et des EAU.

Depuis qu'Israël a commencé à signer une série de prétendus accords de paix avec les Émirats arabes unis (EAU) et Bahreïn à l'été 2020, les alliances ont bougé. Salués comme un brillant exemple de paix par les États-Unis, qui ont servi d'intermédiaires lors de ces rencontres, les accords d'Abraham contournent un acteur clé de la paix au Moyen-Orient : la Palestine. Pour comprendre l'impact de ces alliances sur la Palestine, ainsi que les motivations géopolitiques sous-jacentes, nous avons posé trois questions au chercheur palestinien Alaa Tartir.

Sous les auspices des États-Unis, Israël, Bahreïn et les Émirats arabes unis ont signé l'accord dit d'Abraham le 15 septembre 2020, acceptant de normaliser leurs relations. Qu'est-ce que cela signifie s'agissant de pays qui ne sont pas en guerre les uns contre les autres?

Les accords dits d'Abraham ne sont ni les accords de paix, ni la percée historique salués par de nombreux observateurs. Ils sont plutôt un exemple parfait de la distorsion de la signification même de la paix. D'une part, ils sont, au mieux, une série

d'accords économiques et diplomatiques sur des intérêts mutuels entre certains acteurs régionaux. D'autre part, ils sont l'expression d'une alliance formée pour faire face à ce qui est perçu comme une menace commune.

Il s'agit donc d'accords limités et égoïstes visant à tirer profit d'un intérêt réciproque et à contrer une menace supposée commune. Ils s'expriment par une approche élitiste, du haut vers le bas, conçue pour servir la classe dirigeante et certains dirigeants politiques contestés dans les pays concernés. Ainsi, les accords ne sont pas nés des aspirations populaires (qui sont le véritable garant d'une paix durable), ni d'une approche progressive de la base visant à créer une paix positive. Par conséquent, il serait totalement illusoire, trompeur, dangereux et irresponsable de considérer les accords dits d'Abraham comme une forme significative de « paix » ou même comme une formule de véritable stabilité et sécurité.

Dans ce contexte, la normalisation des relations entre Israël et d'autres pays arabes comme Bahreïn et les

Émirats arabes unis signifie donc, d'un point de vue opérationnel, « faire des affaires ensemble sans entrave et sans complexe ». Sur le plan politique, cela signifie transformer la diplomatie secrète en diplomatie ouverte. Sur le plan économique, il s'agit d'utiliser les accords de sécurité existants et la coopération en matière de renseignement pour réaliser des affaires rentables dans le secteur de la sécurité (et dans les complexes industriels respectifs). Dans la sphère sociale, en particulier dans l'ère post-Covid-19, nous verrons comment certains influenceurs sur les réseaux sociaux, des célébrités, voire des acteurs religieux utiliseront le piège éculé de la « construction de la paix » pour influencer les perceptions du public, plaire aux élites dirigeantes et profiter financièrement de l'« industrie de la paix » émergente. Ces conséquences multidimensionnelles reflètent certains aspects de la stratégie myope à laquelle on peut s'attendre dans un avenir proche. Toutefois, cela dépendra en grande partie de la volonté des gouvernements existants de

Accords Historiques

1979

Après l'Accord de Camp David en 1978 aux États-Unis, l'Égypte est le premier pays arabe à signer un traité de paix avec Israël. Il prévoit le retrait d'Israël de la péninsule du Sinaï, la reconnaissance d'Israël comme État souverain et la normalisation des relations politiques et économiques.

1994

Israël signe le traité de paix avec la Jordanie sous le roi Hussein. Outre la coopération diplomatique et économique, le contrat régit le tracé des frontières et l'approvisionnement en eau.

2020

Signature de l'accord de Camp Abraham entre les Émirats arabes unis et Israël. La coopération dans tous les domaines de l'économie, tels que les vols directs, la levée du boycott d'Israël, les finances et les investissements, est inscrite dans le traité de paix.

Arabie Saoudite

1981

Le prince héritier Fahd bin Abdul Aziz d'Arabie saoudite présente une proposition de paix en huit points lors d'un sommet de la Ligue arabe à Fès, au Maroc.

2002

L'initiative de paix arabe, sous les auspices de l'Arabie saoudite, est adoptée lors d'une réunion de la Ligue arabe à Beyrouth. L'initiative du roi Abdallah symbolise un abandon des «Trois Non» de la résolution de Khartoum de 1967. Elle demande le retrait d'Israël conformément aux résolutions 242 et 339 de l'ONU en échange de la reconnaissance d'Israël par la Ligue arabe.

2016

Une délégation de Riyad avec l'ancien général saoudien Anwar Eshki arrive en Israël pour rencontrer le directeur général du ministère des Affaires étrangères Dore Gold et promouvoir l'initiative de paix arabe.

2020

Le prince héritier saoudien Mohammed bin Salman reçoit le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et le secrétaire d'État américain Mike Pompeo à Neom, la ville technologique futuriste du nord-ouest de l'Arabie saoudite.

rester au pouvoir et de poursuivre leurs politiques. La force ou la fragilité de ces «accords de normalisation» apparaîtront clairement lorsque Trump et Netanyahu quitteront leurs fonctions politiques.

En outre, il est crucial de rappeler que ces «accords de normalisation» rompent avec le «consensus arabe» sur le problème palestinien et sonnent effectivement le glas de la tant vantée «Initiative de paix arabe» sous l'égide saoudienne (Arab Peace Initiative, API, en anglais) telle qu'elle existait jusqu'à présent (une future version modifiée de l'API est toujours possible). Ils ont donc fragmenté davantage le «bloc arabe», ce qui a toujours été un objectif israélo-américain, qui est maintenant en

voie de réalisation. Pour les autorités palestiniennes, ils représentent donc une occasion de vérifier sur qui elles peuvent encore compter.

L'incapacité de la Ligue arabe à confronter le Bahreïn et les Émirats arabes unis à leur rupture du «consensus arabe» tout comme son incapacité à remplir sa mission politique de base montrent aux dirigeants palestiniens que personne ne garantira leur dignité, leur indépendance et leur autodétermination si ce n'est eux-mêmes par leurs propres actions politiques.

Depuis l'accord, Israël semble avoir mis en veilleuse ses projets d'annexion de la Cisjordanie. Quelles sont les implications réelles de ces alliances pour Israël/Palestine?

C'est un mythe de croire que les accords d'Abraham ont stoppé ou sont liés d'une manière ou d'une autre au plan d'annexion par Israël des territoires palestiniens de Cisjordanie. Le Premier ministre israélien et l'ambassadeur américain en Israël ont clairement indiqué que le plan d'annexion d'Israël est toujours sur la table. Le 14 septembre 2020, le gouvernement israélien a approuvé la construction d'un millier de nouveaux logements dans des colonies, illégales au regard du droit international. L'annexion par Israël de territoires palestiniens est un processus continu depuis la fondation d'Israël en 1948 et n'a donc rien de nouveau. Le colonialisme de peuplement en est l'expression manifeste. Le fait que l'on en discute témoigne de l'échec collectif au niveau international à s'attaquer aux causes profondes du «conflit» palestinien-israélien. En fait, le plan d'annexion israélien, tel qu'il se présente actuellement, est directement lié à la politique et à la dynamique internes d'Israël. Il s'agit d'une violation flagrante du droit international et d'une violation même des accords d'Oslo de 1993, déjà dépassés.

L'alliance soutenue par les États-Unis entre Israël, Bahreïn et les Émirats arabes unis renforce le pouvoir et l'intransigeance des dirigeants israéliens et des colons en Cisjordanie occupée. Cela conduit à son tour à de nouvelles formes de violence physique et mentale. Il n'est pas surprenant qu'au cours des deux derniers mois, la violence israélienne et les exactions commises par les colons envers la population palestinienne se soient accrues. Outre ces conséquences immédiates de l'alliance israélo-bahreïnienne-émiratienne, il existe également des implications à plus long terme, en fonction de la manière dont les différents acteurs les instrumentaliseront aux niveaux local, régional et international, et si elles conduiront à de nouveaux «accords de normalisation». Le rôle implicite et explicite de l'Arabie saoudite est des plus cruciaux à cet égard. Entre-temps, grâce à cette démonstration de faiblesse et à la «capitulation» de la partie arabe, Israël dispose d'un autre atout qu'il ne manquera pas d'utiliser pour créer de nouveaux faits qui cimenteront la réalité de l'État unique, c'est-à-dire un État d'apartheid avec le système et les structures que cela implique.

Les Émirats arabes unis (EAU)

2013

Les EAU signent un contrat avec la société de technologie israélienne NSO Group pour l'achat du logiciel d'espionnage Pegasus.

2015

Israël met en place sa première mission diplomatique aux Émirats arabes unis pour être représenté à l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), basée à Abu Dhabi.

2017

Les EAU, par le biais de la société de cybersécurité DarkMatter, collaborent secrètement avec des experts israéliens en matière de cyberattaques.

2020

Signature du traité de paix entre les Émirats arabes unis et Israël.

Jordanie

À partir de 1939

Intensification des pourparlers non officiels entre le roi Abdallah de Transjordanie et les représentants de l'Agence Juive (Jewish Agency) sur la base des plans politiques d'Abdallah pour une «Grande Syrie».

1947

Le roi Abdallah de Transjordanie rencontre Golda Meir à Naharayim et à Amman.

1960

Le roi Hussein de Jordanie, petit-fils d'Abdallah, autorise des réunions secrètes entre l'un de ses généraux d'armée et les Israéliens à Jérusalem. À partir de cette date, le roi Hussein lui-même rencontrera secrètement des dirigeants israéliens à l'intérieur et à l'extérieur d'Israël, tels que Golda Meir, Yitzhak Rabin et Shimon Peres.

1994

Le roi Hussein signe le traité de paix entre l'État d'Israël et le Royaume hachémite de Jordanie avec Yitzhak Rabin.

et à la menace existentielle qu'elle représente, il ne suffit pas de convoquer une réunion des dirigeants et de débiter des slogans et une rhétorique vides, ou de proclamer une fois de plus l'unité entre le Fatah et le Hamas et d'appeler à des élections démocratiques. Ces approches rabâchées ont toujours échoué. Il est temps de dépasser les stratégies tactiquement dysfonctionnelles et myopes et d'abandonner le cadre politique existant et dépassé auquel les dirigeants actuels de la Palestine sont attachés. Les Palestiniens ne veulent plus de réunions, déclarations, comités et autres promesses d'unité, ni des tactiques, approches et stratégies précédentes qui ont toutes échoué. Ils attendent des plans d'action clairs, réalisables et tangibles qui répondent à la question de savoir ce qu'il faut faire. Il y a sans aucun doute de nombreuses contraintes et obstacles à surmonter en cours de route. Mais qui a prétendu que le chemin vers la liberté, la justice, l'égalité, l'autodétermination et la paix durable était facile?

La Palestine n'était pas partie à l'accord. Le ministre palestinien des Affaires étrangères, Riyad al-Maliki, a annoncé sa démission de la présidence du Conseil de la Ligue arabe en signe de protestation. Quelles sont les perspectives pour le peuple et les dirigeants palestiniens dans le cadre de ces changements régionaux?



Alaa Tartir est chercheur et coordinateur académique à l'Institut des hautes études internationales et du développement IHEID.

Interview du 14 octobre 2020, publiée sur le site de l'Institut Montaigne. tinyurl.com/d27xb9rt. Traduction BDS.

Les changements et transformations régionaux en cours peuvent être considérés comme une arme à double tranchant pour les Palestiniens. Ils peuvent exacerber des perspectives d'avenir déjà sombres, mais ils peuvent aussi offrir aux dirigeants palestiniens une nouvelle occasion de changer de cap et d'entamer un processus de réforme sérieux du projet national palestinien.

Pour répondre à cet énorme défi posé par l'alliance entre les États-Unis, Israël, Bahreïn et les Émirats

La coopération secrète des dirigeant·e·s arabes et israélien·ne·s

Joseph Massad

Les régimes du monde arabe ont toujours fait passer leurs propres intérêts avant ceux du peuple palestinien. Un bilan d'années de réunions et de collaborations secrètes et ouvertes.



Le premier ministre israélien de l'époque, Yitzhak Rabin, et le roi Hussein de Jordanie à Washington en 1993.

Ces derniers mois, les dirigeant·e·s israélien·ne·s ont activement cherché à renforcer leurs rapports et leurs alliances avec les pays arabes, y compris les États du Golfe, le Maroc et le Soudan.

Des États qui auraient enfin vu la lumière et réalisé qu'Israël serait leur ami et non leur ennemi, contrairement à l'Iran. Il s'agirait d'un changement d'attitude majeur de la part des régimes arabes, qui auraient jusqu'ici évité les relations avec Israël dans le but de défendre le peuple palestinien. Or ceci a toujours été une fiction. La plupart des dirigeant·e·s et des puissantes familles arabes du XXe siècle ont entretenu des relations cordiales avec Israël, et auparavant avec le mouvement sioniste.

Narratif trompeur

Ce narratif trompeur a été mis en avant à la fois par les régimes arabes et par Israël. Il est également

repris par des intellectuels arabes pro-israéliens, qui affirment que ces régimes ont injustement rejeté Israël, ou sont même entrés en guerre avec cet État sur ordre des Palestiniens, plutôt que dans leur intérêt national et celui de leur propre régime.

Dans cet ordre d'idée, il serait temps que les gouvernements arabes fassent passer leurs propres intérêts avant ceux des Palestiniens. Mais en réalité, les intérêts palestiniens n'ont jamais été une priorité pour eux.

Le commandant militaire soudanais Abdel Fattah al-Burhan a récemment exprimé cette position, après une réunion avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu en Ouganda il y a quelques semaines. Et ce n'était pas la première entrevue de ce type entre des responsables soudanais et Israël. Des ouvertures secrètes avaient eu lieu dès les années 1950, lorsque le

Soudan était encore dirigé par les Britanniques et les Egyptiens, et que le parti Umma cherchait à obtenir le soutien d'Israël à l'indépendance du Soudan.

Après l'indépendance, le Premier ministre soudanais Abdullah Khalil et Golda Meir, quatrième Premier ministre d'Israël, se sont réunis clandestinement à Paris en 1957.

Dans les années 1980, le président soudanais Gaafar Nimeiry a rencontré les Israélien·ne·s et a facilité le déplacement de Juifs et Juives éthiopiens vers Israël pour en faire des colons vivant dans les implantations en terre palestinienne.

Plus récemment, en janvier 2016, alors qu'Omar al-Bashir était toujours aux commandes, le ministre des affaires étrangères Ibrahim Ghandour a cherché à faire lever les sanctions économiques américaines frappant le Soudan, en proposant d'entreprendre des relations diplomatiques officielles avec Israël. Interrogé sur sa récente rencontre avec Netanyahu et sur la normalisation des relations, Burhan a répondu que les rapports avec Israël étaient basés sur la «sécurité et les intérêts nationaux» du Soudan, qui seraient la priorité.

L'histoire des liens des dirigeant·e·s soudanais·es avec Israël n'est pas un cas unique. La coopération arabe avec le mouvement sioniste remonte en effet à l'arrivée des responsables sionistes en Palestine.

Des relations cordiales

Le 3 janvier 1919, deux semaines avant le début de la Conférence de paix de Paris, l'émir Faisal Ibn al-Hussein, dirigeant de l'éphémère royaume du Hedjaz et plus tard roi d'Irak, signe un accord avec le président de l'Organisation sioniste mondiale, Chaim Weizmann. Faisal consent à la création d'une majorité coloniale juive en Palestine, en échange de quoi il deviendrait lui-même le roi d'un grand royaume arabe indépendant sur tout le territoire syrien.

Mais Faisal se voit refuser le trône syrien par la France qui s'arroge

une emprise coloniale sur la Syrie. L'accord que les sionistes avaient utilisé lors de la Conférence de Paris pour prétendre que leurs plans de colonisation de la Palestine avaient l'assentiment des dirigeants arabes est donc mis en échec.

Pour ne pas être en reste face à son frère, l'émir Abdullah de Transjordanie s'engage dans un rapport de coopération durable avec les sionistes. Il a l'espoir que ceux-ci lui permettront d'être roi de Palestine et de Transjordanie, tout en réalisant leurs objectifs sous sa royauté. Cette coopération conduit à son assassinat en 1951. Son petit-fils, le roi Hussein de Jordanie, autorise les premières réunions secrètes entre l'un de ses généraux et les Israéliens en 1960, à Jérusalem. Dès 1963, il a lui-même des entrevues secrètes avec les Israélien·ne·s dans le cabinet de son médecin à Londres. À partir du milieu des années 1970, ses rencontres secrètes avec les dirigeants israélien·ne·s se déroulent régulièrement sur territoire israélien.

La longue amitié de Hussein avec le Premier ministre israélien Yitzhak Rabin s'est manifestée au grand jour lors des funérailles de celui-ci en 1994. Alors que Rabin avait personnellement chassé la population palestinienne de la ville de Lydda en 1948, et initié la politique recommandant de «briser les os des Palestiniens» de Cisjordanie et de Gaza en 1987.

Comment Hussein justifie-t-il ses contacts secrets avec Israël? Il estime qu'il s'agit de préserver son trône, assimilé à l'intérêt «national» de la Jordanie, face à la pression du président égyptien Gamal Abdel Nasser et, plus tard, à celle de l'Organisation de libération de la Palestine.

Alliances sionistes

En dehors des princes et des rois hachémites, l'Eglise maronite du Liban s'allie aux sionistes dès le milieu des années 1940, tout comme des dirigeants maronites fascistes comme les phalangistes. Cet-

te alliance se poursuit encore aujourd'hui, dans la perspective de la création d'une république chrétienne sectaire au Liban, sur le modèle de la colonie juive.

Au début des années 1950, ce sont des nationalistes tunisien·ne·s du parti Néo-Destour qui rencontrent des représentant·e·s israélien·ne·s aux Nations unies. Ils cherchent à être soutenus dans leur revendication d'indépendance vis-à-vis de la France, faisant l'impasse sur la nature coloniale de l'État d'Israël. Le leader autoritaire tunisien Habib Bourguiba maintiendra ces relations amicales avec Israël jusqu'à la fin de son règne, en 1987. Dans les années 1960, Israël soutiendra les efforts de l'Arabie saoudite pour maintenir l'imamat yéménite au pouvoir, contre les républicain·e·s. Les avions israéliens fournissent alors des armes et de l'argent aux monarchistes du Yémen, livraisons qui seront bien accueillies.

Les relations les plus proches d'Israël en Afrique du Nord sont celles avec le défunt roi Hassan II du Maroc. Alors que les dirigeants israélien·ne·s rencontrent des responsables marocain·ne·s dès la fin des années 1950, il faudra attendre que le roi Hassan accède au trône pour que ces relations se resserrent. À partir de 1960, les Israélien·ne·s concluent des accords secrets avec le Maroc et envoient des avions rapportant des Juifs et Juives marocain·ne·s, futurs habitant·e·s de colonies juives sur les terres palestiniennes.

Le réseau marocain

En 1963, le ministre marocain Mohamed Oufkir signe un accord avec les Israélien·e·s pour former des agent·e·s de renseignement marocains. Israël aide également le Maroc à traquer les leaders de l'opposition, dont Mehdi Ben Barka, qui est capturé et tué par les services secrets marocains en 1965. Yitzhak Rabin sera d'ailleurs invité par le roi Hassan à se rendre secrètement au Maroc en 1976.

En 1986, il n'y avait plus de raisons de garder le secret, et Shimon Peres se rend au Maroc en grande pompe. En 1994, le Maroc et Israël ouvrent officiellement des bureaux de liaison réciproques.

En 2018, Benjamin Netanyahu s'est secrètement réuni avec le ministre des affaires étrangères marocain, dans les locaux de l'ONU. Ces dernières semaines, les Israélien·ne·s ont offert leur soutien au Maroc pour obtenir que les USA reconnaissent la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental, ceci en échange de la normalisation formelle des relations israélo-marocaines, et de l'approbation par le Maroc du «deal du siècle» de Donald Trump.

Quant à l'histoire d'amour entre la classe politique et commerciale égyptienne avec Israël, elle est de notoriété publique dès la fin des années 1970.

Depuis 1991, on voit des dirigeants, des officiel·le·s et des athlètes israélien·ne·s visiter ouvertement la plupart des pays du Golfe, notamment le Qatar, le Bahreïn, les Emirats arabes unis, Oman et secrètement l'Arabie saoudite, sans parler de l'ouverture de bureaux de liaison ou de commerce dans ces pays.

L'ennemi public numéro un

Les relations arabes avec Israël, qu'elles soient hostiles ou amicales, n'ont jamais été régies par les intérêts du peuple palestinien, mais bien plutôt par les intérêts de leurs propres régimes, souvent identifiés à tort comme des intérêts «nationaux».

Ce n'est qu'à partir de 1991 que l'histoire récente des liens arabes avec Israël se recoupe avec la conférence de Madrid et les accords d'Oslo. Suite à cela, la direction nationale palestinienne et l'OLP se sont transformées en une agence de l'occupation militaire israélienne. C'est là le résultat des efforts incessants d'Israël pour coopter les élites politiques, commerciales et intellectuelles arabes.



Benjamin Netanyahou cherche activement à resserrer les liens avec les dirigeants arabes.

La facilité avec laquelle cette coopération se réalise témoigne aussi du caractère malléable de ces élites, par le passé et jusqu'à l'heure actuelle.

Alors que l'État israélien réussit plus ou moins en ce qui concerne les élites politiques et commerciales, il a lamentablement échoué à coopter la classe intellectuelle arabe, à l'exception de ceux qui sont à la solde des régimes du Golfe ou des ONG financées par l'Occident. Et l'échec est encore plus flagrant concernant la popularité d'Israël auprès des masses arabes: contrairement aux régimes arabes, celles-ci considèrent que les intérêts nationaux et la colonisation des terres palestiniennes ne sont pas des choses distinctes, et qu'Israël reste le principal ennemi de toutes et tous les Arabes.



Joseph Massad est professeur de politique arabe moderne et d'histoire des idées à l'université Columbia de New York. Il est l'auteur de nombreux livres et articles scientifiques et journalistiques. Il a notamment publié *Colonial Effects: The Making of National Identity in Jordan*; *Desiring Arabs*; *The Persistence of the Palestinian Question: Essays on Zionism and the Palestinians*. Son livre le plus récent est *Islam in Liberalism*. Ses livres et articles ont été traduits dans de nombreuses langues.

Source: <https://www.middleeasteye.net/opinion/love-affair-between-arab-rulers-and-israel>, 18 février 2020.

Agitation à l'horizon limité

Hanspeter Gysin

Les élections en Israël se caractérisent depuis longtemps par une division égale des voix entre deux partis sionistes. On ne peut malheureusement que mettre en doute la capacité des mouvements de protestation sociale qui accompagnent cette rotation à changer fondamentalement quoi que ce soit à la politique d'Israël.



Rallye des «Femmes en noir».

Après quatre scrutins en deux années, le drame continue. Après le troisième scrutin, les principaux partis qui se prétendent ennemis jurés en période de campagne électorale, le Likoud de Netanyahu et le Kachol Lavan (parti Bleu-Blanc) de Benny Gantz, s'étaient mis d'accord sur un compromis boiteux. Netanyahu aurait cédé son mandat de Premier ministre à Gantz au bout de 18 mois (donc en octobre 2021) et Gantz, ancien chef d'État-Major, devait remettre son mandat actuel de ministre de la Défense à son camarade de parti et, lui aussi, ancien chef d'État-Major, Gabi Ashkenasi. Ce concept était manifestement voué à l'échec.

Des protestations persistantes

Les raisons du mécontentement massif sont multiples. Elles tiennent principalement aux soupçons de corruption à l'encontre de Bibi, comme on appelle communément Netanyahu. Le parquet lui reproche d'avoir accepté des pots-de-vin (entre autres lors de l'acquisition de sous-marins en

Allemagne), de s'être laissé corrompre par des millionnaires et d'avoir acheté une couverture positive de sa campagne électorale à des magnats des médias. Le chômage qui a atteint un pic de plus de 20% et qui entraîne d'énormes problèmes de pauvreté est un sujet majeur. Le mécontentement face à la gestion perçue comme répressive de la crise du coronavirus¹ se manifeste également. Mais au nombre des reproches figurent aussi le démantèlement des droits démocratiques par des lois restrictives ou le relâchement de la protection des données par des écoutes téléphoniques facilitées. Les gens portent des tee-shirts avec l'inscription « Crime Minister » et il circule une citation de la bible hébraïque attribuée au pro-

¹ Après une gestion initialement incohérente des risques de la pandémie au premier semestre 2020, le nombre d'infections et de décès a atteint des taux plus élevés qu'aux États-Unis proportionnellement au nombre d'habitants. En septembre 2020, on a enregistré 255 711 infections, la mortalité a atteint un niveau record (touchant 13 % de la population dans les villages arabes d'Israël), ceci s'accompagnant d'une hausse du chômage qui a frôlé un million de personnes vers la fin 2020.

phète Isaïe disant qu'«hélas, elle est devenue une prostituée, la cité fidèle qui était remplie de justice, refuge du droit... Ses chefs sont des rebelles et des complices des voleurs, tous ils aiment les présents et courent après les gratifications.» Sous des drapeaux noirs devenus signe de reconnaissance, les gens protestent depuis juin de l'année dernière devant la résidence du chef du gouvernement rue Balfour, à Jérusalem. Le mouvement «drapeau noir» a été initié par un ancien général du nom de Amir Haskel.²

Le vendredi 26 juin 2020, ce dernier et d'autres activistes de Jérusalem ont été arrêtés par la police lors d'une manifestation. En raison du shabbat, jour férié durant lequel les juges n'officiant pas en Israël, ils n'ont été relâchés que le dimanche suivant au matin. Dans cet intervalle, des centaines de personnes ont protesté contre leur arrestation. Des parlementaires comme Moshe Ya'alon (Yesh Atid³), Ofer Cassif (Hadash) et Jair Golan (Meretz) ont même pris part à ces manifestations. Bien qu'Haskel ait durement critiqué la subordination de Bleu-Blanc à Netanyahu, Gantz et Ashkenasi se sont vus contraints d'exiger la libération du «soldat méritant».

Après l'évacuation la veille par la police d'un campement de protestataires dans les environs, l'ancien général a déclaré à son tour une manifestation pour le 14 juillet. Se sont également jointes à cet appel des organisations progressistes comme Zazim – Community-Network (une plateforme Internet de mobilisation qui a pour chefs de file l'activiste de gauche israélienne Or-ly Barlev⁴ et le groupe

² Amir Haskel (67 ans) était brigadier général dans l'armée de l'air israélienne jusqu'à son départ en retraite. Il a servi 32 ans dans l'armée israélienne et s'était déjà fait un nom comme pilote pendant la guerre de 1973 avec la Syrie et l'Égypte.

³ Yesh Atid est un parti libéral dont l'aile gauche, en tant que coalition Yesh Atid Telem, a constitué une fraction anti-Netanyahu au parlement après le compromis boiteux de la coalition gouvernementale. Le Hadash est le parti communiste israélien et fait partie de la Liste unie (Joint List), une alliance de groupements de gauche et d'islamistes modérés. Le Meretz désigne le parti des sionistes de gauche sociaux-démocrates et représente une sorte de solution ségrégationniste de type apartheid avec des droits souverains restreints pour les Palestiniens.

Omdim BeYahad fondé en 2019 (qui fait campagne contre le racisme et pour les droits des Palestinien-ne-s, mais aussi pour une meilleure image d'Israël dans le monde, autour de Alon-Lee Green, Israélien, et de Sally Abed, Palestinienne). Ces deux groupes sont financés par le New Israël Fund⁵, une organisation juive internationale qui milite pour une solution à deux États et souhaite destituer Netanyahu.

Cependant, même si les organisations progressistes qui ont soutenu les manifestations critiquent l'occupation et les plans d'annexion du gouvernement, ces sujets ne jouent qu'un rôle marginal. Il est malheureusement typique de l'opposition israélienne de laisser si possible de côté le sujet qui engendre immédiatement des reproches de trahison et de dénigrement. Seuls le mouvement de gauche Hadasch, les milieux anarchistes et quelques organisations de défense des droits de l'homme qui réclament sans concessions la libération de la Palestine du joug de l'occupation et le droit à l'autodétermination du peuple palestinien ont une position claire sur la question. Lors de la manifestation, le représentant du Hadasch, Ofer Cassif, a par exemple cité la phrase de Marx qui dit qu'«un peuple qui met sous le joug un autre peuple forge ses propres chaînes» et a appelé à mettre fin à l'occupation et à renoncer à de (nouvelles) annexions. Haskel⁶ quant à lui mentionne certes dans ses prises de position que l'une des motivations de sa protestation est la disparition de la perspective d'une solution à deux

⁴ Or-ly Barlev, entourée d'un groupe, s'était déjà opposée en 2015 aux projets du gouvernement de faire réaliser l'exploration des gisements de gaz naturel au large de la côte de Gaza par des sociétés américaines. Son groupe craignait alors que les droits souverains d'Israël soient les victimes du marché passé avec les multinationales pétrolières américaines. Elle était en outre impliquée dans les protestations contre la loi sur l'État-nation en 2018.

⁵ Le NIF, pour un meilleur Israël. Son instrument principal, écrit l'organisation, est son initiative créée en 1982 en faveur de la mise en œuvre des mutations sociales, appelée Shatil (« plant » en hébreu). Elle constitue la réponse du NIF aux défis croissants de la société israélienne tels que les menaces sécuritaires et les problèmes sociaux grandissants. Shatil aspire à une société fondée sur l'égalité de tou-te-s les citoyen-ne-s et habitant-e-s d'Israël et fait campagne pour un État d'Israël démocratique, pluraliste et juste. Il n'est nulle part question des Palestinien-ne-s dans les textes.

États, mais il ajoute à sa justification que c'est avant tout une nécessité pour la cohésion de la société israélienne. Il critique également la calomnie des mouvements de protestation qu'il qualifie de subversive et «bolchéviste». La société israélienne est aujourd'hui une poudrière selon lui, et la politique gouvernementale actuelle sape les fondements de la démocratie israélienne.

Après de petites manifestations ultérieures quasiment quotidiennes, les protestations ont repris le 23 juillet devant la résidence de Netanyahu. La police a compté 4000 participants à cette «méditation de masse» (guided imagination session). Cette fois-ci, les protestataires ont fait face à une contre-manifestation de plusieurs centaines de sympathisants de Netanyahu, dont un groupe de supporters visiblement fasciste du chef de gouvernement du nom de «La Familia». Ce groupe se recrute parmi les fans du club de football de première ligue Beitar, connus pour pourchasser les Palestinien-ne-s dans les rues de Jérusalem aux cris de «Mort aux Arabes». Les altercations avec les fachistes ont éclaté vers minuit et ont été stoppées par la police, en partie à cheval, qui a utilisé des canons à eau. Plus de 50 personnes ont été arrêtées cette fois-ci. La police a d'abord indiqué qu'une des personnes arrêtées était atteinte du coronavirus avant de démentir l'information peu après. Les médias israéliens de droite, en Israël et à l'étranger, ont entretemps lancé une campagne pour démasquer les meneurs soi-disant d'extrême-gauche des mouvements de protestation et dénoncer leurs bailleurs de fonds.

⁶ La fille d'Amir Haskel, Sharren, était jusqu'en décembre 2020 active en politique dans l'aile droite du Likoud, parti de Netanyahu. Elle a la double nationalité canadienne et israélienne et d'une pacifiste engagée dans sa jeunesse, elle est devenue une partisane de la droite dure. Aujourd'hui, elle défend avec acharnement les plans d'annexion du gouvernement qu'elle appelle la « souveraineté » future de la vallée du Jourdain et ajoute qu'ils ne sauraient être que le premier pas vers la « souveraineté » intégrale non seulement de la vallée du Jourdain, mais de toute la « Judée et Samarie », c.-à-d. de l'ensemble de la Cisjordanie.

⁷ L'organisation Zazim aurait reçu en 2018 192 875 dollars du New Israël Fund ; Omdim Yahad aurait reçu au cours des dernières années 66 474 dollars d'institutions allemandes non précisées et 198 330 dollars du NIF.

Aux premiers rangs de ces médias figure la plateforme internationale de propagande Israel Hayom⁸ qui a mis l'accent sur les organisations qui les financent. Israel Hayom a titré: « Le vrai visage derrière les mouvements de protestation anti-gouvernement » et a accusé des personnalités telles que Or-ly Barlev ou Yigal Rambam (une des figures emblématiques des mouvements de protestation sociale de 2011) d'en être les meneurs. L'avocate spécialiste des droits de l'homme Lea Tsemel serait également derrière les manifestations. Elle est qualifiée d'«avocate des terroristes» parce qu'elle représente des Palestinien-ne-s en justice. Même l'ancien général Haskel est classé comme appartenant à la gauche radicale dans ce rapport.

Opportunisme politique

Entre-temps, la (pseudo) opposition tente elle aussi de s'attirer les sympathies des mécontents. Quelques députés Bleu-Blanc comme Miki Haimovich et Asaf Zamir se sont prononcés pour la dissolution de l'alliance avec le Likoud de Netanyahu et ont soutenu les manifestations. Ils ont insisté sur le fait que les protestataires étaient des patriotes, qu'ils servaient dans l'armée, payaient des impôts et étaient productifs, mais qu'ils avaient décidé de sortir du rang et de prendre position. Des hautes personnalités plus connues se sont jointes aux critiques ultérieurement, comme l'ancienne directrice du Shin-Bet Carmi Gillon et l'ancien premier ministre Ehud Barak. Selon les médias, Barak participe au financement du mouvement «drapeau noir». Même l'ancienne ministre des

⁸ Israel Hayom (Israël aujourd'hui) est un quotidien gratuit financé par le milliardaire américain et ami de Trump décédé récemment, Sheldon Adelson, et le média de masse le plus lu en Israël. Il soutient le gouvernement de Netanyahu de sorte que les mauvaises langues disent que ce journal devrait plutôt s'appeler le « journal de Bibi ». Son site Internet en anglais est une référence dans le monde entier (www.israelhayom.com/).

⁹ Tzipi Livni était la compagne de l'ancien premier ministre Ariel Sharon et une membre influente de son parti Kadima, issu d'une scission du Likoud. Après sa démission du parti, elle a fondé le parti Hatnua, éphémère et sans avenir, avant de se retirer aujourd'hui de la politique. Miki Haimovich était auparavant une présentatrice TV connue.

Affaires Étrangères et de la Justice et ex-membre du Likoud Tzipi Livni⁹ a pris la parole lors des manifestations, tout comme l'ancien directeur général du ministère de la Défense Ilan Biran ou l'ancien président du Conseil national de sécurité, Uzi Arad.

Le mouvement fait toutefois l'objet de diffamations, il est criminalisé et circonscrit. Netanyahu qualifie les manifestants d'«anarchistes» et d'«incubateurs du coronavirus». Les milieux proches de son parti appellent à une campagne intitulée «Protéger Israël – faire front à l'anarchie» et dénoncent, en les mettant au pilori sur Internet, des professeur·e·s critiques comme étant des sympathisant·e·s antipatriotiques des mouvements de protestation. Des téléphones mobiles ont été localisés, partiellement confisqués et soi-disant analysés, sans fondement correspondant. La police et les services de renseignement ont indiqué publiquement avoir identifié la vingtaine de leaders des mouvements de protestation et les menacent de sanctions. Le procureur général a donné l'autorisation de transmettre leurs données personnelles à la direction du renseignement militaire. En octobre 2020, les autorités ont décidé une nouvelle restriction de la liberté de manifester en évoquant le coronavirus. Ceux et celles qui veulent protester ne peuvent le faire que dans un rayon d'un kilomètre autour de leur domicile et en groupes de 20 personnes maximum. Ces restrictions ont été abrogées entretemps. Les mouvements de protestation continuent jusqu'à aujourd'hui, mais les protestataires sont encore bien peu nombreux à réaliser que le plus gros obstacle à l'État de droit et au progrès social en Israël réside dans le fait que dans une société de colons qui reste expansionniste, les valeurs morales sont méprisées et que les coûts de la terreur de l'occupation perpétuée à l'encontre de la population palestinienne sont un sujet tabou.

Cyberactivistes: Surveillés, persécutés, arrêtés

Roman Vonwil

Les réseaux sociaux jouent un rôle de plus en plus important pour les militant·e·s des droits humains dans le monde entier. Il n'est pas surprenant que, surtout en Israël/Palestine, les activités en ligne des activistes soient surveillées et que des Palestinien·ne·s soient persécuté·e·s et arrêté·e·s pour des messages sur Facebook, des tweets et d'autres contributions.



Action de protestation de l'association américaine Jewish Voice for Peace (voir encadré).

Au moins depuis le printemps arabe, on sait à quel point les réseaux sociaux peuvent être explosifs. De plus en plus de Palestinien·ne·s utilisent également ces plateformes comme outils politiques. Facebook, Twitter, Instagram, YouTube et d'autres services offrent aux militant·e·s la possibilité d'atteindre un large public, de documenter les violations des droits humains ou de mobiliser un soutien dans leur propre pays ainsi qu'à l'échelle internationale. Pendant la pandémie de Covid, leur importance a pris une nouvelle ampleur, car les actions et campagnes de protestation se déroulent désormais souvent exclusivement en ligne.

En outre, de nouveaux services sont apparus. De nombreux événements politiques se déroulent actuellement via des outils de vi-

deoconférence proposés par des fournisseurs tels que Zoom. Les enregistrements des entretiens peuvent ensuite être mis à disposition sur YouTube ou Facebook. Conformément à l'idée d'un «internet libre», les plateformes utilisées semblent offrir aux militant·e·s un accès sans restriction. Tout le monde peut télécharger du contenu, organiser des événements et diffuser des informations. Mais un examen plus approfondi montre que ce n'est que partiellement vrai et que des groupes qui sont déjà marginalisés dans la sphère hors ligne sont également persécutés sur le net et privés de leurs droits numériques. Ils sont empêchés d'accéder aux médias numériques, de les utiliser et de publier des contenus. Leur droit à la protection des données et à la vie privée est également violé. En effet, les relations de pouvoir

s'appliquent également sur internet et la répression a lieu tant en ligne que hors ligne.

Censure et surveillance en ligne en Palestine

En 2017, l'Autorité palestinienne a adopté la loi sur la cybercriminalité, qui a représenté une amputation massive de la liberté numérique des Palestiniens. Avec, pour principale innovation, la latitude qu'ont les autorités d'ordonner aux fournisseurs d'accès à Internet de Cisjordanie et de la bande de Gaza de bloquer les sites web qui menaceraient «la sécurité nationale, la paix intérieure, l'ordre public ou la morale publique». La loi a été modifiée peu de temps après sous la pression des organisations de la société civile, de journalistes et d'avocat·e·s. Certains articles qui restreignaient directement la liberté d'expression ont été supprimés. Cependant, la loi sur la cybercriminalité, même modifiée, autorise le blocage de sites web sur la base de dispositions délibérément floues, ainsi que des peines de prison ou des amendes massives pour les personnes qui utilisent ou se connectent à des sites bloqués par le biais de technologies de contournement telles que les VPN ou les proxys. En conséquence, de nombreux sites web ont été bloqués, alors que des défenseurs des droits humains et des journalistes ont été arrêté·e·s et inculpé·e·s en vertu de l'article 20 de la loi. L'accusation porte sur la publication d'informations (en ligne) qui «mettent en danger l'intégrité de l'État palestinien, l'ordre public ou la sécurité intérieure ou extérieure». ¹ Rien que le 17 octobre 2019, 59 sites d'information palestiniens ont été bloqués. ² Selon le Comité de protection des journalistes, actif au niveau international, il s'agissait de sites affiliés au

¹ Pour un aperçu des violations des droits numériques contre la population palestinienne, voir Internet Freedoms in Palestine: Mapping of Digital Rights Violations and Threats, publié par l'organisation palestinienne Tamleh - Arab Centre for Social Media Advancement et le réseau international Association for Progressive Communications APC 2017: tinyurl.com/669d4zjh

² tinyurl.com/xthj9kzn

Hamas, de médias indépendants, de sites critiquant les responsables du Fatah et de sites gérés par des organisations défendant les droits des Palestiniens.³

Dans la bande de Gaza, le Hamas s'en prend directement aux personnes qui expriment sur les médias sociaux des critiques à l'égard de son action gouvernementale. En juillet 2017, douze personnes ont été arrêtées pour des commentaires qu'elles avaient publiés sur Facebook. Mohammad Nafez al-Talowli, un jeune militant qui avait contribué à l'organisation de manifestations contre le Hamas, notamment lors de la crise de l'électricité en avril 2017, a été inculpé et condamné pour «utilisation abusive de la technologie» et «diffusion d'informations trompeuses» pour avoir critiqué un éminent dirigeant du Hamas sur Facebook. Après cinq jours d'emprisonnement, il a été libéré sous caution et à la condition de ne plus publier de messages critiques sur Facebook ni d'appeler à des manifestations.⁴ Ce n'est qu'un exemple parmi d'autres. Selon Human Rights Watch, 66 des 4235 personnes détenues par le Hamas entre janvier 2018 et mars 2019 ont été explicitement inculpées pour des publications sur les réseaux sociaux.⁵

Les entreprises internationales collaborent

En Israël, les Palestiniens qui partagent des contenus critiques sur des plateformes en ligne sont également poursuivi·e·s et arrêté·e·s. Un exemple frappant est celui de la poétesse Dareen Tatour, qui a été condamnée à trois ans de prison pour avoir publié, sur sa page Facebook, un poème intitulé «Qawem Ya Sha'abi, Qawemhum» («Résiste, mon peuple, résiste-leur»). Et cela en 2015 au plus fort des manifestations palestiniennes en Israël et en Cisjordanie, et pendant une vague d'attentats réels ou

³ tinyurl.com/nmsbfpnb

⁴ voir Amnesty International, État de Palestine: attente alarmante à la liberté d'expression: tinyurl.com/yapvbwrk

⁵ tinyurl.com/7ts3etks

présupposés.⁶ Attaques au couteau et attaques de véhicules contre des soldats et des civils israéliens. Ces attaques ont été utilisées par le gouvernement israélien pour faire pression sur les entreprises internationales de médias sociaux. Gilad Erdan, ministre de la Sécurité publique, a accusé Facebook en 2016 de «se transformer en un monstre» avec «le sang des victimes sur ses mains.»⁷ Avec la ministre de la justice Ayelet Shaked, il promeut la loi «Facebook», qui obligerait ce dernier et d'autres fournisseurs de médias sociaux à rechercher dans les contenus publiés la simple «incitation» et à supprimer les publications en question, sous peine de lourdes amendes.⁸ Au même moment, des réunions directes ont eu lieu entre Erdan, Shaked et Simon Milner, responsable politique de Facebook.⁹

La pression ainsi exercée produit déjà des effets avant même l'adoption de la loi. Depuis 2015, Facebook a régulièrement bloqué des comptes palestiniens ou supprimé des contenus. Début mai 2020, par exemple, une cinquantaine de comptes de militant·e·s et de journalistes palestiniens ont été bloqués en quelques heures¹⁰. La raison invoquée est la violation présumée des normes communautaires de la plateforme. Des cas similaires se produisent régulièrement, notamment avec le service de messagerie WhatsApp, qui appartient au groupe Facebook.¹¹

D'autres fournisseurs de services en ligne bloquent également les Palestiniens qui sont accusés de terrorisme ou de faits similaires par le gouvernement israélien. Cela vaut surtout pour les services qui

⁶ Dans certains incidents où des Palestiniens ont été abattus par les forces de sécurité en réponse à une attaque présumée, les récits des témoins et les vidéos qui ont circulé sur les réseaux sociaux, entre autres, ont jeté le doute sur le récit de l'armée israélienne.

⁷ Tamleh a publié un rapport sur la relation entre Facebook et l'État israélien: tinyurl.com/38m428d7

⁸ tinyurl.com/bhzyeve

⁹ Milner nie cependant l'existence d'accords entre le gouvernement israélien et Facebook: tinyurl.com/2nemke5w

¹⁰ tinyurl.com/ke3tjday

¹¹ voir par exemple: tinyurl.com/6t7fc7m8

ont pris beaucoup d'importance en raison de la pandémie de coronavirus. Par exemple, la diffusion en ligne d'un séminaire sur le genre et les récits de résistance à l'université d'État de San Francisco a été bloquée par le fournisseur de téléphonie vidéo Zoom en raison de la participation de Leila Khaled.¹² Cela a été un succès pour les groupes pro-Israël qui ont fait pression contre l'événement à la fois sur l'administration de l'université et sur Zoom. Facebook a également supprimé le lien en direct et YouTube a coupé la diffusion après un peu plus de 20 minutes. Par la suite, d'autres événements Zoom critiquant cette censure ont été retirés par la société elle-même.

Une nouvelle surveillance sous couvert de lutte contre la pandémie

En Israël/Palestine même, tant l'État israélien que l'Autorité palestinienne et le Hamas utilisent la crise de coronavirus comme prétexte pour intensifier la répression des militant·e·s et des journalistes. Des organisations de défense des droits humains telles que Al Haq parlent d'une augmentation des arrestations pour motifs politiques en Cisjordanie et à Gaza depuis le début de la pandémie.¹³ Souvent, elles se produisent à cause de critiques de l'Autorité palestinienne ou du Hamas publiées en ligne. En Israël, pendant ce temps, les capacités de surveillance ont été étendues. 7amleh, qui plaide pour une meilleure utilisation des outils en ligne et défend les droits numériques des Palestinien·ne·s, écrit sur l'état actuel des droits numériques en Israël¹⁴ que «la présentation de la pandémie de coronavirus comme une menace pour la sécurité a légitimé l'utilisation de méthodes de surveillance de masse et l'extension des pouvoirs du Shin Bet [l'agence israélienne de renseignement intérieur], rendant les Palestinien·ne·s et autres groupes antigouverne-

¹² tinyurl.com/2krpwprm

¹³ tinyurl.com/cyxxx456

¹⁴ tinyurl.com/dsmrwf56

The Attacks on Palestinian Digital Rights

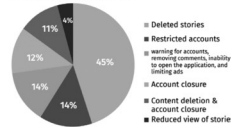
40 Cases

at least of of hate speech and incitement to violence against Palestinians and Arabs

500 Reports



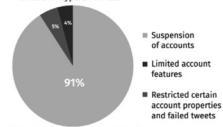
Takedown type on Instagram



Takedown type on Facebook



Takedown type on Twitter



Graphique du Centre Arab pour la promotion des médias sociaux 7amleh (voir encadré).

mentaux, les militant·e·s des droits humains et les journalistes encore plus vulnérables». En mars 2020, le gouvernement israélien a adopté deux décrets d'urgence pour faire appliquer les règles d'isolement social ainsi que pour suivre les allées et venues des personnes positives au Covid-19. Le fait que le Shin Bet, entre autres, ait été chargé d'appliquer ces décrets est particulièrement préoccupant. Les données personnelles des citoyens qui ont été testés positifs au coronavirus sont transmises par le ministère de la Santé aux services secrets, qui surveillent à leur tour ces personnes au moyen du suivi des téléphones portables. Contrairement à la Suisse, par exemple, le traçage des chaînes d'infection via les téléphones portables n'est ni volontaire ni anonyme. 7amleh souligne les conséquences à long terme de cette dernière évolution, qui réduit également le champ d'action des militant·e·s des droits humains : «La banalisation de l'utilisation des technologies de surveillance de masse met en évidence les aspects autoritaires, où la technologie est utilisée pour faire respecter la volonté de l'État et contrôler le comportement des citoyens. Pour les militants qui utilisent les médias sociaux et des technologies telles que les smartphones pour leur engagement, la question se pose de plus en plus de savoir s'ils ne

transportent pas un cheval de Troie avec eux. Indirectement, il s'agit aussi de la censure en ligne. Sans le droit d'utiliser les plateformes en ligne sans crainte de surveillance, de nombreux Palestinien·ne·s limiteront volontairement leur présence dans ces médias».

Signez les pétitions

Les cyberactivistes ont commencé à s'opposer à la répression croissante des voix palestiniennes sur les plateformes en ligne. La pression est exercée sur Facebook en particulier: L'organisation américaine Jewish Voice for Peace, ainsi que d'autres organisations dont le Comité BDS palestinien et 7amleh, ont envoyé en septembre 2020 une pétition de 23 000 signatures à l'entreprise en exigeant «Facebook, arrête de censurer les Palestinien·ne·s». jewishvoiceforpeace.org/fb-stop-censoring-palestine/

Une deuxième pétition adressée récemment à Facebook demande que la critique du sionisme ne soit plus considérée comme un discours de haine selon les directives de la plateforme: facebookweneedtotalk.org.

Impressum

Palestine Info Été 2021, tirage all. 2200 ex., fr. 550 ex.

Éditeur:

Palästina-Solidarität

Region Basel, BP 4070, 4002 Bâle

Mise en page: Hoseyn A. Zadeh

www.palaestina-info.ch

info@palaestina-info.ch

Merci pour vos dons, CCP 40-756856-2

IBAN: CH31 0900 0000 4075 6856 2

La critique légitime d'Israël ne se laisse pas museler

Jenny Hut

Par sa résolution sur le BDS, le Bundestag, le Parlement allemand de Berlin, a cimenté en mai 2019 la compréhension problématique de ce qu'est l'antisémitisme pour l'Allemagne. Plusieurs affaires ont suscité depuis une vive controverse publique. Des personnalités des milieux scientifiques, culturels et artistiques prennent position contre un resserrement croissant des possibilités de discussion – et se battent pour que la critique légitime d'Israël soit entendue.

La résolution du Bundestag allemand sur BDS de mai 2019 n'aurait pu être plus explicite: «Quiconque [...] remet en cause le droit de l'État juif [...] d'Israël à exister ou le droit d'Israël à défendre son pays» est antisémite – et ne doit par conséquent recevoir aucun financement, ni bénéficier d'aucun local en Allemagne. C'est dans ce contexte qu'a éclaté au printemps 2020 une polémique autour de l'invitation adressée à l'intellectuel camerounais renommé Achille Mbembe à tenir le discours d'inauguration du festival Ruhrtriennale, annulé ultérieurement. Au motif qu'il soutenait le mouvement BDS et qu'il était donc antisémite. Le débat a été tout aussi animé six mois plus tard autour du projet «School of Unlearning Zionism» [Désapprendre le sionisme] créé à l'École Supérieure des Beaux-Arts Weissensee de Berlin. Des étudiant·e·s juifs/juives israélien·ne·s avaient organisé une série de manifestations portant un regard critique sur le discours sioniste. L'ambassade d'Israël parla d'une «étreinte de l'antisémitisme» et l'ancien député écologiste au Bundestag Volker Beck, d'«une monstruosité propagandiste». L'École Supérieure des Beaux-Arts arrêta le modeste financement du projet; le programme en ligne fut purement et simplement supprimé du site Internet. La résolution du Bundestag et les débats polémiques montrent qu'il ne reste guère de place pour une critique légitime d'Israël dans ce pays.

La résolution sur le BDS s'inspire de la définition de l'antisémitisme de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA) critiquée par un grand nombre d'expert·e·s. Cette définition aléatoire et peu précise a souvent été instrumentalisée pour qualifier d'antisémite la critique légitime des violations des droits humains et du droit international par Israël. Le «droit à l'autodétermination» qui ne peut être nié au peuple juif selon l'IHRA est généralement interprété dans cette définition comme le droit à un État juif d'Israël – et c'est aussi le cas dans la résolution sur le BDS mentionnée qui évoque le «droit à l'existence de l'État juif et démocratique d'Israël». La résolution fait abstraction du fait que cet État ne peut continuer à exister que par l'oppression systématique et violente de la population palestinienne et qu'il y a donc une contradiction entre l'autodéfinition juive et les principes démocratiques fondamentaux.

Des voix critiques se font à présent entendre venant de différents horizons. L'«Initiative GG 5.3 Weltoffenheit», dont le nom s'inspire de l'article de la Loi fondamentale allemande qui garantit la liberté des arts et des sciences, a suscité un large écho. Une trentaine de directeurs et directrices d'institutions culturelles et scientifiques dont le Goethe-Institut, le Berliner Festspiele et le Centre de recherche sur l'antisémitisme ont cri-

tiqué le fait que «des voix locales et internationales importantes [...] ont été marginalisées par l'usage abusif du reproche d'antisémitisme». Ils se distancient certes du mouvement au nom de l'argument erroné selon lequel BDS n'autoriserait pas d'échanges culturels ou scientifiques, mais ils défendent la nécessité d'offrir un espace permettant une discussion ouverte sur ses positions politiques et sur des approches similaires.

122 intellectuel·le·s palestinien·ne·s et arabes s'expriment en termes plus explicites dans une lettre ouverte: «La tentative de présenter la campagne du BDS comme antisémite est une déformation grossière de ce qui est fondamentalement une campagne légitime et non violente en faveur des droits des Palestinien·ne·s» L'appel «Wir können nur ändern, was wir konfrontieren» [Nous ne pouvons changer que ce à quoi nous nous confrontons] qui parle d'un «climat de censure» créé par la résolution sur le BDS emploie lui aussi un langage clair. Il a été signé par près de 1500 artistes et intellectuel·le·s qui se solidarisent avec l'«Initiative GG 5.3 Weltoffenheit». Ils condamnent notamment l'idée selon laquelle «les souffrances et les traumatismes de victimes de violences politiques et historiques peuvent être mesurés et hiérarchisés».

Les institutions publiques n'adhèrent pas toutes à la résolution sur le BDS, comme l'illustre l'exemple suivant: l'initiative palestino-judéo-allemande Bundestag 3 für Palästina (BT3P) a introduit devant le tribunal administratif de Hesse un recours contre la ville de Francfort sur le Main qui, par référence à la résolution, avait supprimé la réservation d'une salle pour une manifestation – et elle a obtenu gain de cause début décembre 2020. L'événement prévu s'est tenu peu de temps après – sous le titre parlant de «La liberté d'expression au service de la défense des droits de l'homme plutôt que la censure».